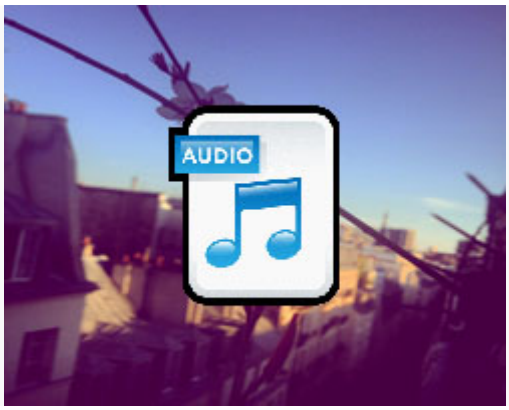
Le retour de la propagande : développer des armes contre ses nouvelles formes

Rédigé le 23 décembre 2016 par : Edgar Szoc



La propagande d'État n'avait évidemment pas disparu avec la destruction du Mur de Berlin et l'écroulement de l'Empire soviétique mais pendant plus d'une décennie, le terme « propagande » était devenue quasiment synonyme de « propagande américaine ».

Que ce soient pour dénoncer la couverture médiatique de la première ou la seconde Guerre du Golfe, les frappes de l'Otan au Kosovo ou encore des manifestations altermondialistes de la fin des années '90 et du début des années 2000, les « contre-propagandistes » ont mis toute leur énergie et tout leur talent au service du démontage systématique de la production propagandistes et de ses relais médiatiques aveuglés de manière plus ou moins volontaire.

Ce terreau de critique – parfois radicale – des medias a suscité de nombreux et utiles anticorps qui ont enrayé la contagion culturelle d'une certaine philosophie de la fin de l'histoire teintée de néo-conservatisme. Mais la médaille a son revers moins glorieux. S'il serait évidemment erroné d'attribuer à la critique radicale des médias la responsabilité d'une hypothétique prolifération des discours complotistes, il paraît raisonnable d'avancer qu'elle leur a offert, sans en avoir l'intention un terreau favorable. Sans renier la moindre

utilité à ces « lanceurs d'alerte », il s'agirait peut-être de les inciter à multiplier les fronts et à intégrer dans leurs combats, non plus uniquement la critique du discours patronal/néo-libéral/américain, mais également celle de la propagande poutinienne et de ses relais souvent méconnus dans les pays occidentaux[1]. Par « méconnaissance », il ne s'agit pas d'affirmer que cette propagande n'est pas fréquemment dénoncée, mais de pointer le fait que la finesse et le détail de ses mécanismes est analysée avec nettement moins de profondeur que ceux de la propagande américaine et fait l'objet d'une vigilance et d'un intérêt moindres.

Tout se passe comme si, chez certains, le travail de démontage et de prévention de la propagande russe vaudrait soumission à l'impérialisme *yankee*, dans une logique binaire de camps qu'on aurait pu croire disparue avec les derniers gravillons du Mur de Berlin.

L'ironie veut que ce soient précisément ceux qui se font souvent les avocats les plus fervents d'un monde multipolaire débarrassé de l'hégémonie impériale américaine qui se montrent les plus incapables de comprendre que ce processus de multipolarisation est déjà largement en cours. De peur de voir leurs souhaits être en voie d'exaucement, ils analysent les événements mondiaux au prisme du rôle que peuvent y avoir joué les États-Unis, ou *a minima* en fonction d'une grille de lecture du type « L'ennemi de mon ennemi est mon ami ». On noter au passage que ce type d'analyse a pour effet, sinon comme hypothèse de départ, de déposséder symboliquement les populations des pays concernés de toute autonomie politique. Ce type de dépossession a été particulièrement patente lors de l'irruption des « printemps arabes » en 2011.

Le nécessaire deuil du binarisme

C'est aussi un deuil du binarisme qui est à l'ordre du jour – deuil sans doute d'autant plus douloureux qu'il y a un certain confort mental à réactiver des schémas –mais aussi des réseaux concrets d'interconnaissances – issus de la Guerre froide (voir les réseaux Poutine en France).

Quoi qu'il en soit, le retour d'une « propagande anti-impériale » russe semble avoir pris tout le monde par surprise : les mécanismes de libre examen et d'hygiène intellectuelle élaborés

en vue de résister à la propagande étatsunienne ont été complétement inopérants contre la propagande russe – qui n'a été que minoritairement interprétée comme telle. Nombre d'internautes s'abreuvent désormais aux informations de RussiaToday ou de Sputnik News, comme s'il s'agissait là de « sources comme les autres » - les plus informés protestant que « quitte à avaler la propagande américaine, autant avaler également celle des Russes pour faire contrepoids ou contrepoison ». Ce faisant, ils négligent d'interroger les modalités spécifiques de la production de l'information propres aux medias russes et aux medias américains, et dès lors les différences de (mal)traitement des faits qui leur sont propres. Nombre de discours renvoient dos-à-dos des agences de presse directement fiancées par le kremlin et des organes de presse comme *Le Monde* et le *New York Times*, ce qui revient à se priver de la possibilité de critiquer intelligemment les contraintes spécifiques – et différentes – qui pèsent sur la production de l'information de chacun d'entre eux.

Du chaos et du flou qui émergent de ce renvoi dos-à-dos, ne reste plus au lecteur qu'à prendre parti en fonction de ses préférences idéologiques et plus des faits puisque ceux-ci sont difficilement appréhendables : dans un monde sans fait ne subsistent que les préférences… Sans parler de phénomènes aussi exotiques qu'improbables telles que les « usines à troll » du Kremlin, dont le seul but est de « faire du bruit » et donner l'impression que, pour reprendre la célèbre et mal traduite devise de la série conspirationniste *X-Files*, la vérité est non seulement ailleurs, mais surtout, qu'elle n'est plus nulle part.

La logique anti-impériale – entendue comme logique anti-impériale étatsunienne – semble avoir fonctionné à plein dans de nombreux secteurs de la gauche et il y a fort à parier que des initiatives aussi bien intentionnées que l'établissement par la Commission européenne d'une task-force chargée d'assurer le suivi de la propagande russe ne soit disqualifiée en raison même de son commanditaire.

Or, ce retour relativement récent de la « propagande non américaine » rebat fondamentalement les cartes et les enjeux de la lutte contre le complotisme dans la mesure où il est susceptible de créer de nouvelles alliances, de nouveaux dangers et de nouveaux effets politiques – à commencer par le dévoiement de la légitime critique des insuffisances de nos institutions insuffisamment démocratiques au service d'intérêts et de puissances qui le sont encore moins. Le soutien explicite – voire dans le cas du Front national français – financier de Vladimir Poutine à tout ce que l'Union européenne présente comme forces et

partis d'extrême-droite en constitue un des signes les plus inquiétants.

Le siège d'Alep et la bataille médiatique qui l'a accompagnée à distance ont offert un élément de preuve supplémentaire de cette résurgence d'une nouvelle forme de propagande, d'autant plus difficile à combattre que son efficacité s'appuie sur des faiblesses véritables de nos systèmes médiatiques : concentration capitalistique dans quelques mains de plus en plus réduites, effacement progressif de la presse d'opinion « sérieuse », unanimisme médiatique sur certaines questions-clés, etc. C'est donc sur deux fronts qu'il nous faudra combattre pour préserver une certaine qualité de débat public et donc de démocratie : celui de la diversité médiatique et celui de la propagande.

Cette résurgence contraint également l'analyste du complotisme à revoir ses grilles de lecture à l'aune de cette nouvelle répartition géopolitique de la production de récits. La position séduisante de Mark Fenster, qui interprète le complotisme comme un acte de résistance politique et une manière autonome de revivifier la fable de la nudité du roi dans un contexte de déclin de la société civile traditionnelle (encadrement par les corps intermédiaires classiques, les syndicats ou les mouvements politiques) paraît beaucoup plus difficilement tenable dès lors qu'une partie – difficile à quantifier – des récits complotistes ne relèvent plus de la production autochtone mais plutôt d'un agenda géopolitique caché. Il s'agit bien évidemment d'approfondir notre connaissance du phénomène avant de tomber dans une théorie complotiste du complotisme, qui attribuerait la recrudescence supposée du phénomène complotiste au seul Kremlin et à son armée de trolls.

[1] Dans le cas de la France, voir l'excellent ouvrage de Cécile Vaissié (2016) sur les réseaux Poutine. De manière plus générale sur le complotisme comme outil géopolitique du Kremlin, voir Yablokov (2015).

Avec le soutien de la
Fédération Wallonie-Bruxelles

Ed resp : Ghalia Djelloul
Chaussée Saint-Pierre, 208
B-1040 Bruxelles
Tél : 02/896 95 00
info@bepax.org
www.bepax.org
IBAN : BE28 7995 5017 6120